

## Recherches sociographiques



# Pierre BRUNEAU, *Les villes moyennes au Québec : leur place dans le système socio-spatial*

Louis Guay

Volume 32, numéro 2, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056621ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056621ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Guay, L. (1991). Compte rendu de [Pierre BRUNEAU, *Les villes moyennes au Québec : leur place dans le système socio-spatial*]. *Recherches sociographiques*, 32(2), 280–282. <https://doi.org/10.7202/056621ar>

détails qu'on y perd de vue l'arrière-plan social sur lequel gagnerait à être davantage centrée cette étude qui demeure, en dépit de certains éléments de ma critique, intéressante et nécessaire.

Philippe REID

*Cégep François-Xavier-Garneau*

---

Pierre BRUNEAU, *Les villes moyennes au Québec: leur place dans le système socio-spatial*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1989, xvii + 195 p.

L'analyse urbaine a la plupart du temps privilégié la grande et la très grande ville. Les penseurs de l'urbain et de l'urbanisme modernes (Geddes, Mumford, Le Corbusier, Park, Wirth, Simmel, Gottman et Hall) se sont attardés à l'examen attentif de l'essor des grandes municipalités et des problèmes sociaux et urbanistiques que leur évolution, souvent rapide, posait. La naissance des « conurbations », urbanisation en commun de plusieurs localités, et des « mégapoles » a tout autant fasciné qu'inquiété. L'urbanisation galopante que connaissent les pays du Tiers-Monde ne fait qu'accentuer l'intérêt porté au phénomène des grandes et des très grandes villes.

À l'occasion, à la faveur d'études particulières, les petites et moyennes municipalités paraissent dignes d'intérêt. Plusieurs chercheurs de science politique se sont penchés sur l'activité urbaine: par exemple, c'est en examinant la vie publique de New Haven, au Connecticut, que Dahl a construit son modèle de gouvernement local à la fois pluraliste et élitiste.

L'ouvrage de Bruneau paraît au bon moment. Alors qu'on parle beaucoup des difficultés économiques de Montréal et de la faiblesse industrielle et technologique de Québec, on oublie souvent que les localités québécoises de taille moyenne, de 20 000 à 200 000 habitants, possèdent un dynamisme propre et s'intègrent dans un réseau urbain plus large. L'auteur tente de rétablir l'équilibre et montre que, malgré la prégnance et l'attrait des grands centres, les villes moyennes sont des lieux de vie sociale et économique en partie autonomes et qu'elles entretiennent des relations fonctionnelles avec les villes centrales qui ne pourraient peut-être pas s'épanouir sans elles.

L'idée dominante repose sur le fait qu'une organisation spatiale unit en un système hiérarchisé et spécialisé l'ensemble des villes du Québec. Il faut toutefois y distinguer des paliers dont le nombre d'habitants constitue le critère essentiel, puisqu'il commande une série de caractéristiques économiques, sociales et politiques. Ainsi, le poids démographique fait de Montréal une variable électorale et politique d'importance, mais il permet surtout une variété et une diversité d'activités économiques et culturelles qui n'ont pas d'égal au Québec, voire dans l'ensemble canadien, si on exclut bien sûr Toronto.

Dès les premières pages, l'auteur présente et développe son modèle de base. Il y reprend des idées chères à la géographie économique et urbaine, notamment celles des places

centrales et des systèmes urbains, formulées par des auteurs américains (Berry, Kasarda, Pred). Ces théories mettent l'accent sur les propriétés systémiques des réseaux urbains : intégration, hiérarchisation et spécialisation fonctionnelle. C'est avec ces concepts que Bruneau entreprend un examen attentif de la réalité québécoise, en insistant sur les villes moyennes.

Au Québec, elles sont dix-neuf au total. Certaines, par leur taille et leur diversité interne, sont de niveau supérieur (Hull, Chicoutimi-Jonquière, Sherbrooke, Trois-Rivières). Elles forment un réseau de « capitales régionales » qu'il conviendrait mieux de nommer pôles. Les autres (comme Drummondville, Rimouski, Sorel, Baie-Comeau) sont ou éloignées ou rapprochées des grands centres (Saint-Jérôme, p. ex.). Fait intéressant, les villes moyennes ont connu, à partir de 1971, une croissance démographique plus rapide que les autres éléments du système urbain. Leur part passa de 11,6 % à 13,3 %, alors que les agglomérations de Montréal et de Québec ont chuté et stagné respectivement. L'auteur en conclut que, depuis une quinzaine d'années, on assiste à un processus d'« exurbanisation », observé du reste en de nombreux pays industrialisés. Notons que les petites municipalités aussi profitent de ce courant. Toutefois, il faut apporter une réserve : Bruneau n'indique pas si ce sont les villes en périphérie des grands centres, les villes satellites ou les villes péri-métropolitaines, comme il les nomme, qui voient leur population croître le plus rapidement.

Mais la description des phénomènes démographiques et des classements statistiques serait d'une portée assez restreinte si elle n'était accompagnée d'une analyse des aspects économiques et sociaux. Le cœur de l'ouvrage rend donc compte d'une enquête menée sur deux dimensions cruciales pour le développement des villes moyennes : le redéploiement industriel et les relations économiques que certaines établissent avec les villes centrales ; le redéploiement du tertiaire public et le rôle de l'État. Grâce à plusieurs données nouvelles, se dessine un portrait plus exact et plus nuancé des villes moyennes, car il ne faut pas penser que, étant toutes intégrées fonctionnellement à l'ensemble urbain, elles soient exemptes de différences entre elles.

Ces agglomérations participent au système par leur spécialisation économique et par l'influence (la dépendance, selon Bruneau) qu'elles subissent des grands centres, notamment en ce qui a trait aux investissements. S'appuyant sur la théorie du cycle du produit et celle de la division internationale du travail, l'auteur montre qu'elles sont spécialisées dans certaines activités économiques (ressources naturelles, secteurs manufacturiers traditionnels) et tendent à devenir des succursales ou des sous-traitants d'entreprises des villes centrales, canadiennes ou étrangères. Les décisions prises à Montréal, à Toronto, à Chicago ou dans certaines villes européennes influencent leur économie. Ainsi, pour des raisons diverses, des compagnies montréalaises ont relocalisé vers des villes moyennes certaines de leurs opérations. Des firmes torontoises de machinerie électrique ou de produits chimiques sont reliées, à travers l'espace, à des entreprises de l'*hinterland* du Québec, ce qui crée une dépendance et une spécialisation, mais aussi un certain dynamisme économique proprement local.

Si les choix des industries conditionnent la vitalité économique des villes moyennes, ceux des gouvernements sont tout aussi importants. Bruneau expose, plusieurs exemples à l'appui, les stratégies publiques d'aide à la localisation industrielle et, surtout, de déconcentration de ses propres activités. Mais là aussi, on assiste à une spécialisation et au raffermissement de la hiérarchie urbaine : les grands centres demeurent les lieux de décision, des sociétés comme des ministères. Toutefois, l'auteur reste attentif à la mouvance locale : hors des villes centrales, il se fait aussi de la recherche-développement ; dans plusieurs villes

moyennes sont apparues des universités, même si elles ont tendance à se spécialiser dans certains programmes d'enseignement et de recherche; des entreprises (Purdel, Canam Manac) prennent leur envol national, voire international, à partir de centres régionaux. L'activité «déconcentratrice» du tertiaire public est commandée par des raisons économiques et politiques bien connues, auxquelles l'auteur ajoute le besoin d'exercer une fonction de régulation sociale. En discutant de la création des municipalités régionales de comté, il suggère que «le contrôle des populations et des territoires représente un enjeu dont l'État cherche à s'emparer, à dominer et à contrôler de manière à l'intégrer dans des stratégies et des processus qui servent les intérêts du centre —et de la périphérie, s'ils coïncident». (P. 159.) Ces mots lourds de sens ne donnent lieu à aucune démonstration: le discours «misérabiliste» sur les périphéries n'est-il pas en train de pénétrer par la porte arrière, alors qu'on l'avait soigneusement évité tout au long de l'exposé?

L'ouvrage de Pierre Bruneau vient combler des lacunes dans notre connaissance du système urbain québécois. Malgré ses grands mérites, il comporte cependant quelques faiblesses. D'abord, la thèse d'un tissu parfaitement intégré, hiérarchisé et fonctionnel demeure, ici comme chez ses initiateurs, un modèle heuristique ou un type idéal. Un réseau de villes ne pourra probablement jamais posséder la cohérence et l'unité qu'un système biologique ou organisationnel peut avoir. Ensuite, bien que sensible aux dynamismes propres des villes moyennes, l'auteur a un peu tendance à les négliger. Par ailleurs, il isole le système québécois de l'ensemble canadien, évitant toute comparaison avec les villes moyennes de l'Ontario. Le parallèle mené avec les villes moyennes françaises est d'une portée limitée. Enfin, même s'il est mentionné, le rôle des élites locales et régionales, surtout politiques, passe presque inaperçu. Ils sont pourtant des acteurs majeurs du développement local et régional: leurs gestes et leurs décisions ont sans doute autant de poids que ceux des agents extérieurs. Par leurs capacités de coordonner, de convaincre, de rassembler et de mobiliser, ils exercent un pouvoir sur leurs régions et leurs localités. Comme le souligne l'auteur, l'analyse de cette réalité reste à faire; il est regrettable que son livre ne l'ait pas amorcée.

Louis GUAY

*Département de sociologie,  
Université Laval.*

---

Richard MORIN (dir.) *et al.*, *Gestion locale et problématiques urbaines au tournant des années 1990*, Montréal, Université du Québec à Montréal, 1990, x + 318 p.

L'actualité nous le confirme presque tous les jours: les gouvernements locaux sont sur la sellette. D'en haut, les instances centrales se déchargent sur eux de certaines responsabilités; d'en bas, ils suscitent un intérêt renouvelé dans des couches importantes de la population. Il y aurait un «nouveau localisme»: la qualité de citoyen, et de citoyenne, renouerait avec l'étymologie du mot. Les textes de cet ouvrage, fruit d'un colloque tenu lors du congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS) de 1989,